

Communiqué de presse de Jean-Pierre suite à l'annonce, par le Premier ministre, d'une nouvelle baisse des impôts sur le revenu? M. Raffarin vient d'annoncer une diminution de l'impôt sur le revenu de 3 %, qui vient s'ajouter aux diminutions d'impôts sur la fortune et à d'autres mesures de réduction fiscale.

Or, dans le même temps, on nous annonce qu'un grand nombre de dépenses publiques sont « prioritaires ».

Suite à la canicule, et à ses effets catastrophiques, le Gouvernement a décidé un plan de grande envergure pour les personnes âgées. C'est, en effet, une nécessité. La sécurité et la justice sont, elles aussi, « prioritaires ». La politique de la ville est également « prioritaire », si on en croit la loi de programmation de M. Borloo. Les hôpitaux sont, eux aussi, « prioritaires », ainsi que l'Education Nationale et la recherche scientifique (gravement maltraitée dans le budget 2003). Mme Alliot-Marie annonce que l'effort pour la défense inscrit dans la loi de programmation militaire sera « respecté » et Mme Girardin nous dit que l'effort prévu pour les DOM-TOM est également prioritaire.

La liste est loin d'être exhaustive.

Dans ce contexte, la réflexion que m'inspire les baisses d'impôts annoncées par M. Raffarin est simple : comment peut-on concilier toutes ces priorités avec une diminution des ressources de l'Etat ? La vérité est que c'est impossible. Les « priorités » annoncées pâtiront nécessairement de la diminution des ressources de l'Etat, et cette politique de gribouille se paiera un jour ou l'autre.

Seconde réflexion : notre fiscalité, on le sait, n'est pas toujours juste, loin s'en faut. Avec les mesures annoncées, l'injustice fiscale s'accroît, alors qu'il faudrait la réduire. Ainsi, plus de 70% des réductions fiscales ne profiteront qu'aux 10 % des contribuables les plus aisés. Et alors que la baisse de l'impôt sur le revenu représente 1,8 milliards d'euros et que son bénéfice est largement concentré sur ces 10 % de contribuables, l'augmentation de la prime pour l'emploi, qui concerne, elle, 8,5 millions de Français dont les revenus sont modestes, n'est que de 500 millions d'euros.

Conclusion : les priorités annoncées ne pourront pas être financées et les injustices s'accroîtront. D'autres choix sont, à l'évidence, possibles et nécessaires.